

Francia. Forschungen zur westeuropäischen Geschichte

Herausgegeben vom Deutschen Historischen Institut Paris

(Institut historique allemand)

Band 30/3 (2003)

DOI: 10.11588/fr.2003.3.63849

Rechtshinweis

Bitte beachten Sie, dass das Digitalisat urheberrechtlich geschützt ist. Erlaubt ist aber das Lesen, das Ausdrucken des Textes, das Herunterladen, das Speichern der Daten auf einem eigenen Datenträger soweit die vorgenannten Handlungen ausschließlich zu privaten und nicht-kommerziellen Zwecken erfolgen. Eine darüber hinausgehende unerlaubte Verwendung, Reproduktion oder Weitergabe einzelner Inhalte oder Bilder können sowohl zivil- als auch strafrechtlich verfolgt werden.

strativen Elite zutage, wie die Autorin überzeugend herauszuarbeiten vermag. Es gab aber auch grundlegende »Unterschiede der beiden politischen und wirtschaftlichen Systeme, der Traditionen von Staatsbürgerschaft und der Bedeutung, die den schrumpfenden Kolonialreichen zugestanden« wurde (S. 16). Großes Gewicht mißt Sturm-Martin der vergleichsweise langen Tradition der Einwanderung nach Frankreich zu. Da man dort seit dem späten 19. Jh. versucht habe, das eigene Bevölkerungsdefizit durch den Einsatz ausländischer Arbeitskräfte auszugleichen, habe man nach 1945 auf Erfahrungen etwa bei der Bereitstellung von Unterkünften, dem Umgang mit Sprachproblemen und den Konflikten mit den Gewerkschaften zurückgreifen können, die das klassische Auswanderungsland Großbritannien nicht besaß. Hinzu kamen die etatistischen Traditionen Frankreichs, die nach 1945 zur Gründung eines staatlichen Einwanderungsbüros und der ausgefeilten statistischen Erfassung der algerischen Einwanderer führten. In Großbritannien hingegen nahm man die Zuwanderung nicht in erster Linie als Problem der Wirtschaftspolitik und des Arbeitsmarktes wahr, sondern als eine Frage, die den Zusammenhalt des Commonwealth berührte. Im Wege des *muddling through* mendelten sich erst allmählich im Zusammenspiel von Regierung, Verwaltung und Parlament entsprechende Zuständigkeiten und Verantwortlichkeiten heraus.

Daneben verweist die Autorin auch auf wichtige Parallelen – etwa das Leitbild ethnischer Homogenität der Bevölkerung, das »für die britische und französische Regierung bis in die fünfziger Jahre hinein ein wichtiges Politikziel« (S. 214) blieb. Dementsprechend wurden die Möglichkeiten der Beobachtung und Kontrolle der Migration soweit ausgeschöpft wie ohne Änderung der rechtlichen Rahmenbedingungen möglich, zum Beispiel mit Hilfe einer – meist wenig wirkungsvollen – »Abschreckungspropaganda in den Herkunftsländern« (S. 301). Erst die algerische Unabhängigkeit und die Neuordnung der außenpolitischen Prioritäten Großbritanniens auf einen Beitritt zur EWG hin veränderten Anfang der sechziger Jahre das politische Koordinatensystem derart, daß rechtliche Maßnahmen zur Begrenzung der Zuwanderung möglich wurden. Damit entstand die Konstellation, die in den folgenden Jahrzehnten vor dem Hintergrund sich verschärfender Wirtschaftskrisen und wachsender Arbeitslosigkeit zur politischen und sozialen Aufladung des Zuwanderungsthemas führte.

Dominik GEPPELT, London

Sandrine KOTT, *Le communisme d'État dans la société est-allemande*, Paris (Belin) 2001, 413 p. (Socio-histoires).

Si la RDA est objectivement un eldorado pour l'historien, puisqu'avec des archives consultables sans délai, l'analyste du passé y trouve son métal précieux en surabondance, la ruée vers l'or n'est jusqu'à maintenant qu'inter-allemande. Pour les non-Allemands, il n'y a pas seulement l'obstacle de la langue, mais la concurrence sans doute assez décourageante des innombrables projets (ouest-)allemands (plus de mille engagés depuis le début des années 90).

Sur ce terrain non seulement intensément prospecté, mais aussi fort »exotique« aux yeux des Français, Kott s'aventure sans complexe. Elle peut s'appuyer sur son expérience de l'Allemagne (cf. »L'État social allemand«, Paris [Belin] 1995 et »L'Allemagne au XIX^e siècle«, Paris [Hatier] 1999) et surtout sur un questionnement à la fois synthétique et exemplaire. Le caractère exemplaire, c'est celui de l'histoire sociale d'une dictature, qui donne la possibilité de tester la pertinence de concepts classiques (comme le totalitarisme) ou nouveaux (comme ceux de dictature paternaliste, éducative ou »assistancielle« – *Fürsorgediktatur*). Pour concentrer l'investigation, l'idée féconde consiste d'autre part à focaliser ses observations sur l'entreprise, objet circonscrit et pourtant hautement significatif, car central tant dans l'imaginaire socialiste que dans le »socialisme réellement existant«.

L'analyse est menée à partir du dépouillement des archives de sept entreprises industrielles berlinoises. Elle s'opère par touches successives, les divers angles de vue permettant à la fois

de montrer des facettes différentes de la réalité et, lorsqu'ils éclairent alternativement les mêmes zones, de la restituer dans tout son relief.

C'est d'abord l'inévitable questionnement sur le pouvoir du parti dans l'entreprise et ses limites, tant il est vrai qu'on ne peut »faire l'histoire vécue du communisme sans faire le détour par le parti« (p. 319). Vient ensuite l'examen de l'entreprise comme institution socialiste. Sa centralité économique et idéologique – justification même du livre – y apparaît aussi bien à travers la politique sociale qui y est menée (cantines, logements, maisons de la culture, crèches, polycliniques, etc.), à travers sa place dans le territoire (les relations de parrainage entretenues avec d'autres entreprises, avec des écoles ou d'autres institutions), son rôle dans la formation professionnelle, la manière dont fonctionnent les commissions de conflit ou encore dans la tentative d'en faire le centre d'une politique culturelle. Le troisième chapitre est consacré au thème individu/communauté dans l'entreprise, ce qui permet notamment de suivre la constitution et le rôle changeant des brigades du travail. Les distances et tensions, démentis permanents aux discours sur la communauté socialiste, font l'objet du quatrième chapitre, qu'elles procèdent des hiérarchies traditionnelles (cachées, notamment par la politique salariale, mais à bien des égards persistantes), des conflits de compétence ou surtout des ruses autour de la négociation du plan entre entreprise et instances centrales. Suivent deux chapitres »catégoriels« sur les jeunes (dont est souligné le divorce croissant avec le régime) et les femmes (dont l'émancipation au regard même des idéaux socialistes paraît inachevée), enfin deux chapitres »comportementaux« sur »les gestes et l'esprit du don« et »temps et rituel«.

Kott se refuse à appliquer le concept de totalitarisme à la RDA – faute de recours systématique à la mobilisation et à la terreur. Son hypothèse est celle d'une dictature, mais à l'entreprise limitée. Au prisme du monde productif, elle s'emploie donc à analyser la domination comme une pratique sociale qui suppose, certes, la contrainte, mais aussi une part d'adhésion. L'accent est mis ainsi sur les arrangements ou, pour reprendre le vocabulaire de Foucault, sur la domination comme relation d'échange, même si cet échange est bien entendu asymétrique.

Les limites de la dictature apparaissent tout d'abord dans l'évolution du rôle du parti dans l'entreprise: au parti conquérant et économiquement volontariste de l'immédiat après-guerre succède dès les années 60 un parti de cadres de plus en plus coupé des réalités, enfermé dans des rituels d'organisation et une langue stéréotypée. Sa présence à tous les postes clés de l'entreprise continue évidemment d'assurer son influence prédominante sur la gestion économique, mais avec le temps, la contradiction entre les exigences productivistes et la résistance de la main-d'œuvre s'accroît et conduit à donner plus de place aux organisations de masse ainsi qu'à développer la politique sociale pour mettre de l'huile dans les rouages.

Cette politique sociale, bien qu'elle ne soit pas toute entière une politique sociale de l'entreprise (mais aussi en partie une politique nationale mise en œuvre dans l'entreprise) permet tout de même une certaine forme de paternalisme. Selon leur charisme ou leurs réseaux de relations, les dirigeants peuvent en effet augmenter sensiblement leur marge de manœuvre. Il y a donc de nouveau clairement ambivalence: la politique sociale fonctionne comme un instrument au service du plan, mais elle est aussi l'expression d'un certain égoïsme d'entreprise, en d'autres termes elle peut être à la fois un moyen de discipliner les travailleurs et le vecteur d'une identité collective d'entreprise qui permet à ceux-ci d'affirmer leurs intérêts.

La même ambiguïté se retrouve dans le rôle des commissions de règlement des conflits: leurs décisions (qui concernent au premier chef des problèmes de comportement au travail) manifestent une magnanimité, une recherche de la conciliation qui semble avant tout obéir à une logique de préservation du collectif. Mais cette mise au premier plan du collectif est elle-même subordonnée au canon des valeurs de la »communauté socialiste« et, s'accompagnant d'un travail de prévention et d'éducation, justifie trop souvent un contrôle social pesant.

La remarque vaut évidemment de façon plus générale pour le collectif de base dans le monde du travail, la brigade. Institutionnellement un rouage essentiel dans l'élaboration et la réalisation du plan, elle se comporte souvent comme une entité qui défend ses intérêts propres, même s'ils sont en contradiction avec ceux de l'entreprise et de l'économie nationale.

Il est clair en tout cas que la propriété socialiste des moyens de production est loin de supprimer tensions, concurrence et conflits sociaux qui, même si l'idéologie officielle ne les considère plus comme »antagoniques«, sont au cœur de la désaffection pour le régime et de son échec économique. Derrière la façade de la rationalité planificatrice, on s'aperçoit que c'est précisément le plan qui contraint, pour survivre, à une cascade de compromis boiteux, de l'égoïsme général d'entreprise des *weiche Pläne* aux arrangements pratiqués à tous les niveaux dans les unités de production. Mais ces lignes de fractures, loin de détruire la communauté d'entreprise ou plus précisément les communautés de l'entreprise, contribuent à leur constitution, sur un mode il est vrai bien différent de ce que prêche l'idéal socialiste. Comme le conclut Sandrine Kott, il n'y a donc guère de sens à qualifier uniment la société est-allemande d'archaïque (pour son »communautarisme«) ou de moderne (par suite de la persistance de conflits).

Une partie de ces constats ne sont pas nouveaux. Mais ils sont concrétisés et nuancés à partir d'exemples (y compris par un matériel iconographique très parlant), insérés dans une periodisation historique et surtout convergent de manière convaincante pour relativiser l'emprise du parti et de l'État sur la société.

Les deux derniers chapitres sont en revanche plus innovants, puisqu'ils achèvent de décliner le thème de la »dictature ambiguë« sur le terrain de l'anthropologie historique. Dans l'importance des pratiques du don, l'auteur voit une confirmation de la référence communautaire, elle y retrouve également la dimension paternaliste et l'exploitation d'une rhétorique du sentiment au service du régime; mais elle croit aussi percevoir une réappropriation par les collectifs de base, servant en particulier à pallier les déficiences du système économique. De même, le rapport au temps et au rituel politique lui paraît aller au-delà de ce qu'avaient souligné d'autres études, à savoir la mise en scène de la puissance du parti et la volonté de donner une substance émotionnelle à la communauté socialiste du peuple. Le rituel n'est-il pas repris à son compte par la population pour rompre la monotonie ambiante, pour échapper au sentiment d'impuissance face à la désorganisation, pour se rencontrer et créer du lien social? Voilà de quoi expliquer par une expérience historique, et non seulement par un discours »nostalgique«, les différences qui opposent aujourd'hui encore Allemands de l'Est et de l'Ouest dans leurs rapports au temps et à la solidarité de proximité. C'est dire que Kott nous fait non seulement mieux comprendre ce qui s'est passé de l'autre côté du Mur, mais ce qui maintient actuellement »le Mur dans les têtes«.

Alain LATTARD, Paris

Hubertus KNABE, *Der diskrete Charme der DDR. Stasi und Westmedien*, Berlin (Propyläen) 2001, 504 p.

Voici le dernier en date des nombreux ouvrages publiés par l'historien Knabe, qui collabora pendant des années à la *Gauck-Behörde*, l'organisme chargé d'administrer l'accès aux archives de la *Stasi*. Dans »Der diskrete Charme der DDR«, il se demande pour quelles raisons la dictature communiste a été jugée à l'Ouest avec une indulgence croissante dès la fin des années 1960 jusqu'à acquérir une telle respectabilité. C'est, selon lui, le résultat des inlassables efforts de la *Stasi*, pour qui le »travail sur le terrain d'opération«, c'est-à-dire l'Ouest et en particulier la République fédérale, était une priorité absolue.

Il s'agissait pour les 91 000 employés à temps plein et les 180 000 collaborateurs inofficiels (IM), qui se déclaraient officiellement le »bouclier et l'épée du parti« (Schild und Schwert